

## **Thème 3 – Puissances et tensions dans le monde de la fin de la Première Guerre mondiale à nos jours**

### **Question 2 – Un foyer de conflits**

#### **Cours**

## **Le Proche et le Moyen-Orient, un foyer de conflits depuis la fin de la Première Guerre mondiale**

*Note : références des documents, Nathan, TLES, 2012, Coll. Le Quintrec.*

### **I Introduction**

Le Moyen-Orient désigne pour les Britanniques une région allant de l'Égypte à l'Afghanistan et du Sud du Caucase à la Péninsule arabique, en englobant le Proche-Orient - cette dernière expression est française et désigne les États bordiers de l'Est méditerranéen. Situé au cœur de "l'arc des crises", c'est l'un des principaux foyers de conflits dans le monde, c'est-à-dire de rapports de forces, de rivalités entre États ou forces politiques, à l'échelle locale comme à l'échelle internationale. Ces conflits sont liés à plusieurs facteurs - politiques, religieux, ethniques, rivalités pour les ressources naturelles, etc., qui se superposent parfois, ce qui rend cet espace particulièrement difficile à analyser. De nombreux conflits qui caractérisent cet espace trouvent leur origine dans l'histoire, c'est pourquoi on choisira une organisation chronologique pour le développement, sans pour autant oublier la permanence, la résurgences ou l'apparition de certains enjeux.

### **II 1918-1948 : une région sous influence étrangère**

#### **1. L'influence des grandes puissances depuis 1918 (Carte p. 263)**

- Au lendemain de la Première Guerre mondiale, le Moyen-Orient qui était en grande partie sous le contrôle de l'Empire ottoman est divisé en plusieurs États indépendants par le traité de Sèvres (1920) qui officialise le démembrement de l'Empire. Français et Britanniques se partagent la région en établissant des mandats, lors de la conférence de San Remo (1920 également), c'est-à-dire une tutelle accordée par la SDN à une grande puissance, dont l'objectif est théoriquement de guider le territoire concerné vers l'indépendance. Le Royaume-Uni n'a donc pas respecté sa promesse de créer un grand royaume arabe dans la région, ce qui constitue un premier échec pour le "panarabisme" et crée une première cause de rancœur à l'égard des Occidentaux.
- Les deux puissances européennes ne tiennent donc pas compte des aspirations nationales et les frontières qu'elles tracent sont artificielles. Ainsi, la France reçoit un mandat sur la Syrie, dont elle détache le Liban pour satisfaire aux revendications des chrétiens maronites, légèrement majoritaire dans la région et protégés par la France pendant la période ottomane. Les Britanniques obtiennent un mandat sur la Palestine et sur la Mésopotamie (l'Irak et la Transjordanie) et continuent d'exercer leur influence sur l'Égypte et les émirats du Golfe persique - Koweït, Qatar, Oman, Yémen. En effet, les premiers gisements de pétrole, découverts en Iran et en Irak avant la Première Guerre mondiale, représentent déjà un enjeu pour les Britanniques.

- Les premiers États indépendants voient le jour dans la région, sur les décombres de l'Empire ottoman. En 1924, la Turquie devient une république laïque dirigée par Mustafa Kemal Atatürk. La même année, l'émir wahhabite Abd al-Aziz Ibn Saoud s'empare de la Mecque et fonde le royaume d'Arabie saoudite en 1932. Les Britanniques accordent l'indépendance à l'Irak en 1932 et à l'Égypte en 1936. En Perse, les militaires renversent l'Empire des Qajar et le pays, qui devient l'Iran en 1935, accède à l'indépendance en 1925. On voit donc apparaître dans la région des États laïques et largement tournés vers l'Occident - Turquie, Iran - mais également des États ultra-conservateurs sunnites, comme l'Arabie saoudite. De même, on assiste à un essor de mouvements islamistes dans l'entre-deux-guerres, comme les Frères musulmans en Égypte. Il faut dire que le Moyen-Orient est une mosaïque de religions : les musulmans sont très majoritaires, mais divisés entre sunnites et chiites ainsi que d'autres groupes très minoritaires, comme les druzes ou les kharidjites. Les chrétiens sont dispersés en onze communautés différentes, certaines catholiques - les maronites au Liban, d'autres orthodoxes - les coptes en Égypte. Il faut également compter avec la diaspora juive, dispersée dans l'ensemble de la région.

## 2. La montée des tensions entre les deux guerres

---

- Dans les différents États de la région, des nationalismes autonomes se développent. Ainsi, la Transjordanie ("d'un côté" du Jourdain) devient la patrie des Jordaniens, tandis qu'en Cisjordanie ("de l'autre côté" du Jourdain), un nationalisme palestinien se développe. Le seul point commun de ces nationalistes arabes est de réclamer le départ des Occidentaux. À côté du débat sur l'identité arabe, du panarabisme et du panislamisme, émergent donc des nationalismes locaux en Égypte, au Liban, en Syrie, etc. Mais jusqu'aux années 1950 le nationalisme arabe demeure une notion floue et ne s'affirme pas réellement comme une force politique. D'autres peuples de la région n'ont pas d'État comme les Kurdes qui sont partagés entre quatre pays : la Turquie, l'Irak, l'Iran et la Syrie. Minoritaires au sein de ces États, ils sont régulièrement victimes de persécutions. Les puissances européennes se heurtent à des insurrections, comme la France face aux druzes - musulmans hétérodoxes - du sud-Liban entre 1925 et 1927 et les Britanniques qui répriment la révolte des populations arabes en Palestine, opposées à l'immigration juive (1936).
- Les tensions commencent également à porter sur le partage des ressources pétrolières de l'Irak et opposent cette fois les puissances occidentales. En 1928, les Accords dits "de la Ligne rouge" redistribuent les parts d'exploitation au sein de l'Irak *Petroleum Company* (IPC), fondée en 1927 à la place de la *Turkish Petroleum Company* (TPC) et dont les capitaux sont partagés entre Britanniques, Français et Américains. De fait, ces accords partagent le Moyen-Orient - y compris la péninsule arabique - entre les majors partenaires de la TPC. À cette occasion, les Américains prennent pied dans l'exploitation pétrolière au Moyen-Orient pour la première fois. (**Texte 4 p. 269, "L'accord d'Achnacarry..."**)
- Un autre point de tension est lié au développement de l'immigration juive en Palestine. Conformément à leurs promesses de la Déclaration de Balfour de novembre 1917 (**Texte 3 p. 265, "La déclaration de Balfour"**), les Britanniques y ont favorisé l'entrée de nombreux juifs, implantés dans le *Yishouv*. À la fin des années 1930, les juifs sont plus de 400 000 et représentent un peu moins du tiers des habitants de la Palestine. Ils sont animés par le sionisme, qui est à la fois une idéologie et une action concrète, né à l'initiative de Theodor Herzl à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle pour coordonner et rationaliser les flux migratoires des juifs en les orientant vers le Proche-Orient pour

y construire, à terme, un État pour les juifs. En Palestine, ces derniers se sont dotés d'institutions politiques, de structures économiques et syndicales, mais aussi d'une organisation d'autodéfense, *la Haganah*. Mais les Palestiniens refusent toute immigration juive. En 1936, la "Grande Grève" des Arabes oblige les Britanniques à envisager un partage de la Palestine (**Texte 2 p. 265, "La révolte des Arabes de Palestine..."**). Une résistance palestinienne se développe, sévèrement réprimée par les Britanniques ; mais, à l'approche de la guerre en Europe, ces derniers acceptent finalement de restreindre l'immigration juive sans toutefois satisfaire les nationalistes palestiniens.

### 3. La Seconde Guerre mondiale et ses conséquences

- Le Moyen-Orient joue un rôle fondamental dans la Seconde Guerre mondiale, en raison de l'importance stratégique du canal de Suez et des champs pétrolifères. Les nationalismes arabes doivent s'effacer devant les impératifs de la guerre : les Britanniques prennent le contrôle de la Syrie au détriment des Français, et soumettent l'Iran en commun avec les Soviétiques - avec un accord prévoyant l'évacuation de l'Iran dans les six mois suivant la fin de la guerre - et doivent rétablir par la force leur autorité en Irak, devenu le centre de ralliement des nationalistes arabes antibritanniques.
- Les lendemains de la Seconde Guerre mondiale sont marqués par la fin des mandats européens sur le Moyen-Orient : les Français doivent abandonner leurs mandats sur le Liban et la Syrie en 1946. Pour autant, l'indépendance des États arabes signifie un second échec du panarabisme, qui devient dès lors plus un rêve qu'une réalité. Dans le même temps, les États-Unis, sortis de leur isolationnisme, affirment leur présence dans la région. Dès 1945, le Pacte de Quincy est conclu entre le président Roosevelt et le roi saoudien afin de permettre l'accès des États-Unis au pétrole saoudien en échange d'une protection militaire et d'une aide en matériel militaire américaine. Au total, la guerre a entraîné la fin de la prépondérance européenne au Moyen-Orient.
- De plus, la Palestine en tant qu'État disparaît de la carte du Moyen-Orient. Les Britanniques évacuent la région et, en novembre 1947, le plan de partage voté par l'ONU entraîne la création de l'État d'Israël, proclamé par David Ben Gourion le 14 mai 1948, et la première guerre entre les Israéliens et leurs voisins (**carte 1 p. 265, "La création de l'État d'Israël"**). *Tsahal* (Forces de défense d'Israël, FDI) remporte le conflit contre une coalition comprenant l'Égypte, l'Irak, la Syrie, la Transjordanie et le Liban. Des centaines de milliers de Palestiniens - 800 000 - se réfugient dans Gaza, la Cisjordanie et le Liban, chassés ou partis de leur plein gré dans l'espoir de revenir une fois Israël vaincu et détruit. Les Palestiniens deviennent un peuple sans terre.

## III 1948-1991 : le Moyen-Orient pendant la guerre froide

### 1. Le Moyen-Orient, un enjeu Est-Ouest

- Comme d'autres régions du monde, le Moyen-Orient devient l'enjeu de la rivalité entre les États-Unis et l'URSS. Dans le cadre de la politique d'endiguement, les États-Unis soutiennent l'Arabie saoudite et la Turquie, qui devient membre de l'OTAN en 1952, l'Irak et l'Iran - jusqu'en 1979 (**Texte 5 p. 269, "Les États-Unis et le pétrole iranien"**). Israël devient également l'allié privilégié des Américains à partir des années 1960. L'URSS soutient l'Égypte du colonel Nasser, l'Irak, la Syrie, le Sud Yémen et défend officiellement la cause des Palestiniens qui réclament la création d'un État indépendant. Les passages stratégiques font l'objet d'une surveillance maritime particulièrement vigilante. Toutefois, certaines alliances ne restent pas figées et les équilibres régionaux se modifient : ainsi, l'Iran devient ouvertement hostile aux États-Unis et à

Israël après la révolution islamique de 1979. À l'inverse, l'Égypte et l'Irak deviennent les alliés des Américains à partir de 1980.

- Les puissances européennes perdent leur influence dans la région. En 1956, le colonel Nasser décide de nationaliser le canal de Suez, jusqu'alors exploité par une compagnie franco-britannique. Cette décision entraîne immédiatement une intervention militaire conjointe des Français, des Britanniques et des Israéliens, qui occupent militairement les sites stratégiques en Égypte. Mais l'intervention est condamnée par l'ONU et l'URSS menace de soutenir son allié égyptien. Les Etats-Unis font pression sur la France et le Royaume-Uni, qui sont contraints de retirer leurs troupes. Défaite des anciennes puissances européennes, la crise de Suez fait renaître pour un temps le rêve de l'unité arabe et du non-alignement.
- À partir des années 1960, les États de la région profitent de la dépendance occidentale à l'égard du pétrole pour se réappropriier leurs ressources. En 1960, l'Iran, l'Irak, l'Arabie saoudite et le Koweït fondent l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), à l'origine de deux " chocs pétroliers " en 1973 et 1979. Face aux États industrialisés impliqués dans la guerre froide, cette organisation, qui s'ouvre à d'autres États comme le Venezuela et l'Indonésie, apparaît comme l'une des rares organisations internationales à échapper à la logique de la guerre froide.

## 2. Les guerres israélo-arabes et le conflit israélo-palestinien

- Israël subit des attaques depuis la frontière égyptienne et le Sinaï. Pour les faire cesser, elle s'allie en 1956 avec la France et le Royaume-Uni lors de la crise de Suez qui a pour origine la nationalisation du canal de Suez par le colonel Nasser. L'offensive franco-britannique se double donc d'une offensive israélienne en Égypte. Les alliés doivent retirer leurs troupes sous la pression des grandes puissances et des casques bleus sont déployés à Gaza et le long de la frontière Égyptienne. Mais cette victoire montre que l'indépendance de l'Etat israélien est bien établie.
- Dans le contexte de guerre froide, Israël devient l'allié privilégié des Etats-Unis tandis que les Etats arabes sont soutenus par l'URSS. L'affrontement israélo-arabe devient donc un conflit de la guerre froide. En 1967, les Etats arabes voisins massent des troupes à la frontière israélienne. Les israéliens déclenchent une guerre préventive : ils détruisent l'aviation arabe et écrasent l'armée égyptienne dans le désert du Sinaï qu'ils occupent (**Texte 2, "Résolution 242" et carte 3 p. 267**). La "guerre des six jours" est une nouvelle victoire pour les israéliens, comme la "guerre du Kippour" en 1973, déclenchée par une offensive égyptienne. La paix est finalement signée avec l'Égypte en 1979 - les accords de Camp David (**Photo 4 p. 267**) -, mais Israël doit continuer de faire face à l'opposition de l'Organisation de la Palestine (OLP) de Yasser Arafat et à la révolte des Palestiniens dans les territoires occupés (les *Intifadas* se succèdent). (**Texte 3 p. 276, "La Charte de l'OLP, 1968"**)
- Israël intervient également à plusieurs reprises au Liban : en 1978, l'armée israélienne entre au Sud Liban afin de créer une zone tampon protégeant son territoire des raids de combattants palestiniens de l'OLP. Tsahal se retire rapidement mais laisse L'Armée du Liban Sud, son alliée, combattre les Palestiniens de l'OLP. En 1982, pour faire cesser les attaques des Palestiniens contre son territoire, Israël lance l'opération " Paix en Galilée ". Tsahal fait le siège de Beyrouth et l'occupation israélienne dure trois ans, ce qui ne met pas fin à la guerre civile. Des accords de paix israélo-libanais sont signés, mais ils ne sont pas reconnus par la Syrie ni par l'OLP. Le conflit se complique encore avec la formation du Hezbollah, mouvement armé chiite libanais, soutenu par l'Iran et la Syrie, lequel devient l'adversaire principal d'Israël.

### 3. Des conflits périphériques permanents

---

- Ces conflits échappent de plus en plus à la logique de la guerre froide et trouvent leur origine dans des causes régionales multiples. C'est le cas par exemple de la longue guerre entre l'Irak et l'Irak (1980-1988). En 1979, Saddam Hussein accède au pouvoir en Irak à la tête du parti Baas et s'appuie sur la minorité sunnite du pays. La même année, le retour de l'ayatollah Khomeini en Iran entraîne la création d'une République islamique chiite. (**Texte de Khomeiny p. 286**) À ces causes religieuses (sunnites contre chiites), ethniques (Arabes contre Perses) et géopolitiques s'ajoute un ancien conflit frontalier entre l'Irak et l'Irak, concernant le fleuve Chatt-el-Arab, situé dans la province du Khuzestan qui délimite la frontière entre les deux Etats et se jette dans le Golfe persique. Côté irakien, les villes de Bassorah et de Fao sont accessibles aux pétroliers grâce au fleuve. Côté iranien, on trouve la ville portuaire de Khorramshar et les raffineries d'Abadan. L'enjeu du pétrole et de l'accès au Golfe persique représente donc un autre facteur auquel il faut ajouter l'ambition personnelle de Saddam Hussein. Il lance ses troupes sur l'Irak, persuadé que la guerre sera courte. La région du Chatt-el-Arab est occupée ainsi que plusieurs villes au centre et au nord de l'Irak. Mais l'agression de l'Irak et l'intense propagande du régime de Téhéran galvanisent les Iraniens qui s'enrôlent en masse dans l'armée. La guerre dure huit ans et conduit à un quasi statu quo dans la région.
- En revanche, la guerre d'Afghanistan (1979-1989) s'inscrit bien dans une logique de guerre froide. En 1979, les Soviétiques interviennent militairement pour secourir le gouvernement communiste menacé par les milices tribales. Les troupes de l'Armée rouge contrôlent les principales villes, mais s'enlisent dans les combats contre les moudjahidines soutenus par les États-Unis. La guerre dure dix ans et laisse un pays politiquement éclaté aux mains des chefs de milices tribales. De 1992 à 1996, un nouveau conflit éclate entre les forces gouvernementales du commandant Massoud et les talibans qui veulent créer un État fondé sur la charia. Ces derniers l'emportent et l'Afghanistan devient la base arrière du terrorisme islamiste et en particulier d'Al-Qaïda.
- À ces conflits, il faut ajouter la guerre civile quasi-permanente qui déchire le Liban des années 1970 à 1990 (**Carte p. 280, "La mosaïque libanaise"**). À partir de 1975, une guerre civile éclate entre les Phalanges armées maronites (chrétiennes) et les Palestiniens au Liban et leurs alliés arabes sunnites. Les camps de réfugiés palestiniens sont pris pour cible par les phalanges chrétiennes et, de leur côté, les Palestiniens massacrent des civils chrétiens et mènent une guérilla urbaine. Le conflit s'étend et entraîne une première intervention militaire de la Syrie, inquiète du basculement possible de l'équilibre des forces dans un Etat qu'elle considère comme appartenant à sa zone d'influence. Israël intervient à son tour. Au début des années 1980, le conflit se complique encore avec la formation du Hezbollah, mouvement armé chiite libanais, soutenu par l'Irak et la Syrie, lequel devient l'adversaire principal d'Israël. (**Texte 5 p. 281, "La Charte du Hezbollah**) Les attentats-suicides qu'il organise contre les Occidentaux à Beyrouth entraînent le départ des forces internationales qui quittent la capitale. En 1988, le pays se divise à nouveau lorsque le maronite Michel Aoun est nommé Premier ministre : la majorité des arabes sunnites soutiennent un second gouvernement pro-syrien dirigé par le sunnite Selim Hoss. Aoun entreprend alors une " guerre de libération " contre la Syrie. En 1989, les accords de Taëf (Arabie Saoudite) sont signés : ils prévoient une répartition équilibrée des pouvoirs au Liban. Toutefois, le pays reste en partie occupé par la Syrie et le Hezbollah continue de mener depuis le Sud des attaques contre Israël, qui bombarde ses positions à plusieurs reprises.

## IV De nouvelles conflictualités depuis la fin de la guerre froide

(Cartes p. 258-259)

### 1. Des tensions persistantes dans les années 1990

- L'Iran cherche à devenir une puissance régionale, soutenant la Syrie mais aussi les groupes chiites du Moyen-Orient. Les États-Unis sont alors poussés à se rapprocher de l'Arabie saoudite, d'autant plus que l'Irak de Saddam Hussein mène une politique agressive à l'égard de ses voisins. En envahissant le Koweït en 1990 (accusé de pomper dans les nappes pétrolifères irakiennes), l'Irak suscite contre lui une coalition internationale menée par les États-Unis, avec, depuis la fin de la guerre froide, la neutralité de l'URSS. En janvier 1991, l'opération " Tempête du désert " permet d'écraser l'Irak et de libérer le Koweït.
- La fin de la guerre du Golfe, qui coïncide avec la fin de la guerre froide, laisse penser au président américain George Bush que le temps de la paix entre les Israëls et les Arabes est venu. Les Accords d'Oslo d'août 1993 admettent le principe d'une autonomie des territoires palestiniens, concrétisée par les Accords de Washington en septembre suivant, en même temps qu'Israël et Jordanie signent la paix. Cependant, le Proche-Orient est profondément divisé, entre les pays alliés des États-Unis d'un côté (Israël, Turquie, Arabie saoudite, monarchies du Golfe, Égypte) et ses adversaires de l'autre (Iran, Syrie, Palestiniens).
- Mais le processus de paix entamé au lendemain de la première Guerre du Golfe est éphémère. Les Israéliens bloquent toute négociation autour de la construction d'un État palestinien, allant jusqu'à faire édifier un mur de séparation pour isoler la Cisjordanie, encourager la colonisation et jouer la division des Palestiniens pour empêcher l'apparition d'un interlocuteur unique. Le Hamas, mouvement islamiste né en 1987 dans le cadre de l'*Intifada*, prend ainsi le contrôle de la bande de Gaza alors que la Cisjordanie reste sous contrôle de l'Autorité palestinienne. (**Texte 4 p. 275, "La feuille de route", texte 2 p. 278, "Pourquoi les accords d'Oslo ont-ils échoué ?" et texte 3 p. 279, "Le point de vue du gouvernement israélien"**)

### 2. Les conséquences du 11 septembre 2001

- Au lendemain des attentats du 11 septembre, le Moyen-Orient apparaît comme le foyer du terrorisme islamiste, qui s'est développé depuis les années 1970-1980 dans l'ensemble de la région. Le régime des Talibans est renversé en Afghanistan en 2001, mais les solutions militaires trouvent leurs limites. L'intervention des États-Unis en Irak en 2003, dans la deuxième Guerre du Golfe, pour renverser Saddam Hussein et assurer la sécurité des approvisionnements pétroliers, est déclenchée sous des prétextes qui divisent la communauté internationale - lutter contre le terrorisme et supprimer les armes de destruction massive supposément détenues par le régime irakien - et sans l'accord de l'ONU (**Texte 2 p. 271, "La guerre en Irak", discours de G. W. Bush**).
- Mais les Américains s'avèrent incapables d'empêcher le chaos politique et économique - multiplication des attentats et affrontements entre communautés religieuses (**Texte 3 p. 273, "L'appel d'Al-Qaida au Jihad en Irak"**). L'Irak demeure en proie à la violence entre sunnites et chiites et son affaiblissement profite par contrecoup à l'Iran qui se pose en puissance régionale et cherche à se doter de l'arme nucléaire, depuis l'élection de Mahmoud Ahmadinejad en 2005. (**Texte 3 p. 271, "La menace nucléaire iranienne"**)

- Les interventions militaires occidentales n'ont pas éradiqué l'islamisme radical de la région. L'Afghanistan demeure largement influencée par les talibans et le retrait des occidentaux, programmé en 2011, s'avère plein d'incertitude pour l'Afghanistan comme pour le Pakistan voisin. Des guérillas islamistes se développent en Irak, au sud de la péninsule arabique, au sud-Liban et dans la bande de Gaza. Al-Qaïda a développé une "nébuleuse" s'étendant de l'Afghanistan et du Pakistan au Maghreb (AQMI) en passant par la péninsule arabique (AQPA).

### **3. Les révolutions du "printemps arabe"**

---

- Le Proche-Orient peine enfin à se démocratiser. Dans la région, seule Israël et la Turquie peuvent être considérés comme des démocraties. Dans la plupart des pays, la censure touche les opposants de toutes sortes. Les manifestations sont sévèrement réprimées à Bahreïn et au Yémen en 2011, avec l'appui de troupes venues d'Arabie saoudite. Et le mouvement qui a conduit à la destitution du président égyptien Hosni Moubarak en 2011 ne présume pas pour autant d'une démocratisation du pays sur le long terme et les élections montrent une forte progression des islamistes. De même, l'avenir politique de la Libye, après la chute du colonel Kadhafi, facilitée par les Occidentaux, demeure incertain.
- Israël craint que la "paix froide" instaurée avec l'Égypte depuis 1979, ne soit remise en cause par l'instabilité qui pourrait s'installer chez son voisin. Une partie de l'opinion publique égyptienne exprime un antisémitisme virulent et les Frères musulmans ne cachent pas leur hostilité au traité de paix. En 2012, l'ambassade israélienne est attaquée au Caire et des affrontements opposent les forces israéliennes et des terroristes palestiniens dans le Sinaï. De plus, le nouveau régime égyptien a ouvert le point de passage de Rafah, dans la bande de Gaza.
- Dans ce contexte, la recrudescence de la violence en Syrie pose un second problème à Israël. Si Tel-Aviv s'est longtemps accommodé de la stabilité assurée par la dictature des Assad, elle a récemment rejoint les États-Unis et l'Union européenne, demandant le départ de Bachar el-Assad. En effet, la chute du régime syrien pourrait briser l'axe Hezbollah-Syrie-Iran, principale menace pesant contre Israël dans la région. Téhéran serait affaiblie dans la région et l'Iran pourrait être contrainte de revenir à la table des négociations sur son programme nucléaire. Mais les observateurs remarquent que de nombreux combattants djihadistes ont franchi la frontière de la Syrie pour combattre aux côtés des insurgés. Là encore, la guerre civile porte en elle la possibilité d'une instabilité croissante dans la région.

## **Conclusion**

Le Moyen-Orient demeure donc au cœur de "l'arc des crises" et plusieurs conflits engagés ou potentiels fragilisent la région. Cette situation est liée à une multiplicité de facteurs : l'instabilité des frontières, la fragilité des États, la diversité ethnique et religieuse, montée de l'islamisme radical, la rivalité pour les ressources naturelles, fractures sociales et démographiques, etc. Les Occidentaux ont soutenu les révolutions du "printemps arabe" dans l'espoir qu'une démocratisation de la région permettrait l'instauration d'une paix durable. Mais il n'est pas certain que cet objectif soit réalisable à court terme.